

Un nouvel ordre mondial se dessine après COVID19 : Quelles sont les perspectives pour Haïti ?

« Le conseil des gouverneurs va faire tout ce qui est nécessaire, dans la limite de son mandat. [///] est tout à fait prêt à augmenter le programme d'achat de titres et à ajuster sa composition, **autant que nécessaire et aussi longtemps que nécessaire**. Toutes les options et tous les plans de sauvetage seront considérés pour soutenir l'économie pendant ce choc¹. » Les propos de Christine Lagarde², la veille du crash des marchés boursiers des deux côtés de l'Atlantique³. Jeudi 12 mars 2020, la bourse de New York a connu l'une de ces journées les plus difficiles avec une chute de 9,9% à la clôture. De l'autre côté de l'Atlantique, les indices boursiers ont fait montre de la même fragilité face aux menaces du coronavirus. A Paris, l'effondrement de 12,28% de la bourse est en ligne avec les mouvements à la baisse de 9,81% à Londres, de 12,81% à Francfort, de 14,06% à Madrid, et de 16,62% à Milan. Des reculs en séries. Ces chutes spectaculaires des marchés boursiers traduisent les anticipations négatives entretenues par l'absence de perspective d'une sortie de crise imminente. Et de fait, entretemps, la liste des contaminés et de personnes mortes du virus, s'allonge en Italie, suivie de l'Espagne. L'Italie compte au 20 mars 4,032 morts, ce qui correspond à plus de 66 morts par million d'habitants, et l'Espagne avec 21 morts par million d'habitants. Les bourses sont donc parties en vrille en raison de ces escalades. Les assurances des autorités de la BCE n'ont pas été à la hauteur des inquiétudes sur les conséquences de la pandémie du corona virus sur l'économie. Il fallait donc des mesures concrètes pour calmer les marchés et non des promesses.

Sur un ton martial, ce mercredi 18 mars 2020, Christine Lagarde se décide à des actions plus convaincantes : 750 milliards d'euros pour le rachat des dettes publiques et privées consentis dans le plan d'urgence de la BCE ; ce qui fait suite à une enveloppe de 120 milliards déjà débloquée, en dehors du programme habituel de rachat d'actifs de 20 milliards d'euros mené par l'institution depuis novembre⁴. Cette démarche a un peu ralenti la descente aux enfers. Ce jeudi 19 mars, les bourses européennes se sont redressées avec des clôtures de Paris (+2,68%), Francfort (+2,00), et Londres (+1,40%). De l'autre côté de l'Atlantique, le Dow Jones a enregistré un gain de 0,95%, le Nasdaq (2,30%) et le S&P (0,47%). Les marchés ont répondu aux mesures d'importance annoncées au fil de l'eau, mais c'est évident que la plupart des opérateurs doutent de la durabilité de cette remontée. La crise sanitaire paraît aux yeux de tous non maîtrisée.

L'urgence sanitaire et le chômage⁵.

Et pour cause. Au 8 avril 2020, plus de 427,460 cas sont reportés par le CDC⁶ ; New York, l'Etat qui héberge Wall Street, y compte pour plus de 100,000 affectés. Si au début, les responsables politiques américains affichaient un certain scepticisme, la réalité des statistiques les a rattrapés et des mesures de confinement ont suivi cette conscience de la situation nouvellement acquise. Les conséquences sont immédiates. Des pans entiers de certains secteurs tombent. Les hôtels se vident, les restaurants et les bars fermés, le transport moribond. Il en résulte une augmentation de 6.6 millions de chômeurs et 16.6 millions de sollicitation d'assurance chômage⁷.

Les projections de l'Economic Policy Institute (EPI)⁸ dénotent une contraction de 12% du PIB américain pour la fin du mois de Juin 2020. Cette chute du PIB s'accompagnera d'une perte de 20 millions d'emplois. Ces résultats s'alignent sur les projections de Goldman Sachs (ibid), et surtout sur le rationnel qu'une contraction transversale de 5% de dépenses de consommation sur une courte

¹ https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/03/12/coronavirus-les-bourses-s-effondrent-la-bce-maintient-ses-taux-directeurs_6032799_3234.html.

² Christine Lagarde est le président de la Banque Centrale Européenne (BCE).

³ On doit attendre le 20 mars pour des réactions aussi fortes du gouvernement américain. L'Amérique ne se sentait pas encore concernée. <https://www.courrierinternational.com/article/coronavirus-donald-trump-signe-un-plan-de-relance-historique-de-2-200-milliards-de-dollars>

⁴ Journal de Montréal: Les Bourses se reprennent, aides par la BCE et une annonce de Trump. Vendredi 20 mars 2020. f

⁵ Au 23 Avril 2020, Il est recensé 2, 639,243 cas confirmés, et 183,559 décès dans le monde. Aux Etats-Unis, il est recensé 855,250 cas confirmés et 47,974 décès.

⁶ <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/cases-updates/cases-in-us.html>

⁷ Shierhoiz, Heidi : In the last four weeks, more than 20 millions owrkers applied for unemployment insurance benefits. EPI. April 16, 2020.

⁸ <https://www.epi.org/blog/even-with-already-passed-relief-and-recovery-measures-job-losses-from-the-coronavirus-shock-could-easily-exceed-20-million/>

période peut entraîner une récession sévère. Et les retombées de la crise engendrée par le Corona sont encore plus sévères. La catastrophe économique que les Etats de l'autre côté de l'Atlantique essayaient d'éviter, devient la nouvelle réalité de l'Amérique.

C'est un monde embrasé, craignant l'avenir, qui se cherche et se redéfinit. Sans transition, les fondamentaux du Néolibéralisme sont remis en question. Les vols sont suspendus, les transactions commerciales subissent une halte d'importance. Des pays refusent catégoriquement d'exporter leurs marchandises par crainte de se voir incapables, dans un avenir trop proche, de répondre à leur demande intérieure. D'un coup, on s'aperçoit de l'aberration d'une délocalisation irréflective, en dehors de toute considération d'intérêt national. On semble vouloir se déplacer vers un autre équilibre, avec toutes les frictions que charrie cette disposition.

Un nouveau monde prend naissance : le monde de l'après COVID19.

Kissinger⁹ en a fait l'annonce. D'une part, « La pandémie de Coronavirus modifiera à jamais l'ordre mondial ». D'autre part, il exhorte : « Les Etats-Unis doivent protéger leurs citoyens de la maladie tout en préparant dès maintenant l'entrée dans une nouvelle ère. »

À la lumière de cette crise mondiale, la pensée stratégique n'aura jamais été aussi importante dans la gouvernance de la chose publique. Les politiques publiques doivent être traitées avec la plus grande importance, question d'amoindrir les difficiles conséquences qui sont encore à venir. Depuis le début de la pandémie Covid-19, le monde est en pleine mutation. L'ordre mondial est ébranlé. La chaîne d'influence semble se déplacer de l'axe unipolaire occidental vers d'autres pôles. Un processus amorcé avec la politique nationaliste de M. Trump. La gouvernance politique et économique mondiale montre ses limites. Les systèmes sanitaires non préparés à une crise d'ampleur et de complexité nouvelles tombent. Les empires fragilisés fonctionnent en mode « villes ou territoires lockdown ». Les partenaires ferment leurs portes aux alliés traditionnels. L'Italie ne peut plus compter sur l'aide de l'union dont elle est pourtant membre. Le Canada réagit fermement à l'interdiction faite par les Etats Unis au fabricant américain 3M d'exporter les masques N95 vers ce pays. La coopération qui habituellement va du Nord au Sud ou du Sud au Nord s'amplifie inversement du Nord au Nord et du Sud au Nord. Les dons et subventions décollent des aéroports chinois et russes pour atterrir sur les tarmacs américains et européens. Selon le journal Reuters du 31 Mars 2020, "la Russie a envoyé des équipements médicaux aux Etats Unis d'Amérique, le Président Trump a gracieusement accepté cette aide humanitaire". Cuba de son côté exporte son expertise et ses médecins vers les villes européennes.

Dans ce melting-pot surréaliste, les alliances se font pourtant. La Chine, la Russie et le Pakistan décident de conduire dorénavant les échanges dans leurs monnaies locales en évinçant le dollar¹⁰. D'autres pays du Moyen Orient dont l'Iran et de l'Europe de l'Est souhaiteraient rejoindre l'initiative. Sur fond de crise sanitaire et économique planétaire, la Russie et l'Arabie Saoudite se sont engagées dans une nouvelle guerre des prix du pétrole¹¹. Ryad a unilatéralement augmenté de manière sensible sa production, et comme tel, provoqué une chute de 60% du brut sur le marché international ; une réplique de force à la Russie de ne pas avoir accepté de réduire sa production pour contrer l'impact négatif du coronavirus sur la demande¹². Certains analystes prédisent que les conséquences seront catastrophiques pour l'industrie pétrolière mondiale dont particulièrement celles de l'Arabie Saoudite et de l'Amérique. Alfred Koch, ancien vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, déclare « Pour que les Saoudiens surmontent l'effondrement des prix du pétrole, les autorités devront fermer tous leurs programmes ambitieux et « serrer la ceinture » à fond. Et Selon le CNN Business « Le pétrole brut est maintenant si bon marché que de nombreuses sociétés américaines de schistes seront obligées de réduire leur production. Les craintes de faillite se propagent déjà à travers le champ pétrolifère, envoyant le SPDR S&P Oil & Gas ETF (XOP) à son prix le plus bas jamais enregistré depuis 2006 ».

Dans cet environnement révélateur des défaillances de la structuration actuelle des relations de commerce international, un discours de repli sur soi, une sorte d'autarcie des temps préhistoriques refait surface. Selon le Miami Herald¹³, les Etats-Unis ont adopté des mesures de restrictions commerciales contre l'exportation de masques, de gants, et de respirateurs artificiels, des matériels

⁹ Kissinger, Henry : The Corona Virus Pandemic will forever alter the World Order. Wall Street Journal. April 19, 2020.

¹⁰ <https://www.brecorder.com/2020/03/17/580793/pakistan-china-and-russia-decide-to-conduct-trade-in-local-currencies-skip-dollars/>

¹¹ World Bank : The Economy in the Time of COVID19. April 12, 2020.

¹² <https://www.france24.com/fr/20200309-coronavirus-pourquoi-l-arabie-saoudite-a-d%C3%A9clench%C3%A9-une-nouvelle-guerre-des-prix-du-%C3%A9trole?fbclid=IwAR2cCdde39JqcyEISARvZNgOqdFZtRYoZeTWSaou86Vk8InDnHFVLM4SL5U>

¹³ <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article241922071.html>

nécessaires pour les pays de la Caraïbe pour combattre la pandémie du COVID19. De fait, les Etats-Unis ont eux-mêmes du mal à répondre aux besoins de leur population. En effet, des masques commandés par des collectivités françaises auprès de firmes chinoises ont été rachetées à prix fort sur le tarmac de l'aéroport, avant leur livraison en France, par des entreprises américaines¹⁴. En cette période de crise, toutes les convenances, les règles si chèrement édictées par les institutions internationales sont mises en veilleuse. En créole, cela se traduit par « *Chen manje Chen*¹⁵ ». Mais mieux, les crises ont cette vertu de dévoiler la nature cachée des structures.

Cette crise révèle la dépendance des Etats-Unis de la production d'autres pays (des importations) en matériel médical. « la part des importations américaines en provenance de Chine en équipement de protection individuelle était de 72 %, celle des importations de lunettes de protection était de 55 % et celle de couvre-chefs médicaux jetables de 52 % »¹⁶ The Conversation poursuit que « même au niveau du matériel médical de haute technologie, cette part était relativement élevée : 25 % des importations de systèmes d'échographie, 23 % des dispositifs d'imagerie médicale (tomographie assistée par ordinateur) et 12 % des concentrateurs d'oxygène provenaient de Chine ». Ce rapport de dépendance était conforté par l'approche de la délocalisation des industries basée sur les avantages comparatifs, et surtout le mouvement d'un capital international à la recherche de meilleurs espaces de sa valorisation (plus de profits). C'était durant les beaux jours du néolibéralisme.

Chaque pays faisant face à des demandes accrues de certains produits en raison de l'urgence sanitaire recherche avant tout de sécuriser l'approvisionnement de leur marché local. Le Vietnam, troisième pays exportateur de riz, après la Thaïlande et l'Inde, l'a bien fait comprendre¹⁷. Le gouvernement exige un contrôle strict de l'approvisionnement en riz aux ministères du Commerce, des Finances et de l'Agriculture, et prend la décision de ne plus signer de nouveaux contrats d'exportation. Il ne faut non plus négliger les conséquences du confinement qui empêchent les travailleurs de récolter et de manipuler les cultures¹⁸. La menace est donc bien réelle, et les marchés s'attendent à une perturbation des flux de transaction. En fait, un nouveau monde est en train de naître. L'économie mondiale se déplacera d'un équilibre vers un autre équilibre ; et ceci s'accompagnera nécessairement de beaucoup de frictions : perte de marchés, relocalisation de certaines industries, faillites d'entreprises, perte d'emplois, et la plus redoutée, crise financière.

La gestion de la pandémie est aussi elle-même un facteur déterminant dans le classement des puissances mondiales. L'utilisation du « *soft power*¹⁹ » comme méthode d'attirer et de coopter d'autres Etats, que ce soit par la culture, la promotion d'un standing démocratique, ou la perception véhiculée et acceptée d'être mieux équipée pour faire face à des crises sanitaires, a reçu un coup dur. Il est certain qu'un classement différent de celui de 2018-2019 surgira après COVID19 en regard des difficultés des pays de l'Europe et les Etats Unis à répondre aux défis de la crise.

Les petits pays comme Haïti ne sont pas épargnés des conséquences de cette crise sanitaire. Très peu préparés en termes d'infrastructures sanitaires, ils auront à relever le défi des soins médicaux pour la population affectée par le COVID19, et le faire à travers des structures étatiques délabrées, et une économie en chute libre.

Haïti dans ce nouveau monde qui apparaît.

Comme stipulé dans le document 0001 de l'INHOPP²⁰ sur les opportunités de cette crise pour le secteur agricole, cette crise a surpris Haïti les culottes baissées :

- Une économie en prise à une grave crise de confiance au niveau du gouvernement²¹,
- Une économie en lambeaux avec un financement du déficit de plus de 21 milliards de gourdes pour les 5 premiers mois de l'exercice ;
- Un taux d'inflation de 20,1% en mars,

¹⁴ <https://theconversation.com/materiel-medical-les-effets-secondaires-de-la-guerre-commerciale-sino-americaine-117536>

¹⁵ A la guerre, comme à la guerre.

¹⁶ The conversation ibid

¹⁷ COMMOD AFRICA: Riz – Marchés & Négoces 26 Mars 2020.

¹⁸ IFPRI: COVID19 : Les restrictions commerciales constituent la pire réponse possible pour garantir la sécurité alimentaire. 10 Avril 2020.

¹⁹ <https://softpower30.com/wp-content/uploads/2019/10/The-Soft-Power-30-Report-2019-1.pdf>

²⁰ Gué, Joanas, et Jean, Fritz : COVID19 : Une fenêtre d'opportunités pour la production agricole de cycle court. Document de Politique INHOPP-COVID19/0001, 28 mars 2020.

²¹ Un gouvernement qui n'a plus le monopole de l'engagement collectif. Mêmes les consignes salutaires du gouvernement ne sont pas respectées par la population.

- Une gourde qui s'envole au-dessus de 100 gourdes pour un dollar, une dépréciation de près de 30% par rapport au premier trimestre de l'exercice fiscal 2018-19
- 65% des entreprises enquêtées par la BRH²² avant la crise COVID19 témoignait de la mise à pied de 10% à 25% de leurs effectifs ; ce qui va s'aggraver avec la pandémie avec les secteurs hôtelier et restaurant réduits au point mort.
- Une baisse des transferts sans contrepartie de la diaspora anticipée. Selon une étude de l'Inter-American Dialogue, 71,356 expéditeurs de fonds de la diaspora pourraient perdre leur emploi, dont plus de 64,000 (90% d'entre eux) pourraient cesser d'envoyer des fonds à leurs proches en Haïti. Selon la Banque Mondiale, les transferts des fonds des migrants devraient chuter de 20% en 2020²³
- Une baisse des importations de 46% du premier trimestre 2019-2020 par rapport au premier trimestre 2018-19²⁴
- *Mais surtout, une économie embourbée dans des pratiques de népotisme, clientélisme, de contrebande, de corruption.* Il ne faut pas oublier que les problèmes de crédibilité du gouvernement proviennent justement de cette réalité de mauvaise gouvernance²⁵

Les défis de cette économie fragilisée qui devra s'insérer dans ce monde nouveau, relèvent d'obstacles liés aux relations actuelles d'Haïti d'avec le reste du monde et des problèmes internes de gouvernance de la chose publique.

Haïti et ses nouvelles relations économiques avec le reste du monde.

L'Organisation mondiale du Commerce (OMC)²⁶, dans une projection optimiste, estime une chute de 13% des échanges mondiaux de marchandises en 2020. Toutefois, si la pandémie n'est pas maîtrisée assez tôt, une chute encore plus prononcée pourrait être de 32% ou plus. Et l'incertitude demeure à ce niveau. Face à ces aléas, les pays du G-20, et d'autres membres de l'OMC, ont eux-mêmes adopté des mesures de restrictions commerciales. On a évoqué précédemment les mesures de restrictions des exportations du gouvernement américain concernant des produits liés aux soins sanitaires. Les producteurs de riz imposent des contingences aux exportations pour ne pas se retrouver avec des stocks insuffisants pour leur marché. Il se dessine une économie de guerre, et les Etats se préparent. En dépit des recommandations du Directeur général de l'OMC, appelant les pays à travailler ensemble pour une relance effective de l'économie mondiale, il appert que la dure réalité de la pandémie force à sortir des sentiers traditionnels du libre-échange, à travers des politiques monétaires et fiscales y afférentes.

Le degré d'ouverture d'Haïti

L'index commercial de "restrictivity" du FMI est basé sur l'ampleur des barrières tarifaires et non tarifaires. La plupart des pays du Cariforum ont été évalués comme modérément restrictifs et ont un index de "restrictivity" entre 4 et 6, avec un index de 1 pour les moins restrictifs et de 10 pour les plus restrictifs. Haïti est l'un des cas les moins restrictifs avec un index de 1. Et ceci dérive des mesures de libéralisation adoptées dans les années 86/86 et renforcées dans les années 94/95.

Alpha, Cassion et al²⁷ en font cette présentation : Haïti a connu deux grandes vagues de libéralisation en matière de politique commerciale, en 1986/87 et en 1994/95, qui se sont traduites par des réformes radicales de son régime commercial et ont fait d'Haïti l'économie la plus ouverte de la région. La première, en décembre 1986, a consisté en l'élimination des restrictions quantitatives sur la plupart des produits ainsi que des licences d'importation (sauf sur quelques produits sensibles), la suppression des interdictions à l'importation et leur substitution par des barrières tarifaires. Les droits de douane ont ensuite été sensiblement réduits, avec une structure tarifaire à 13 taux comportant des taux ad valorem variant pour la plupart des produits entre 0% et 40% – excepté quelques produits tels que le riz (50%) et la gazoline (57,8%).

La seconde réforme, mise en œuvre en 1994/95, s'est traduite par un démantèlement de toutes les restrictions quantitatives, ainsi que par une simplification et une forte réduction des droits de douane. Le tarif douanier a ainsi été ramené à 6 taux (0%, 3%, notamment pour le riz, le sucre, la farine et le ciment, 5%, 10%, 15% et un pic tarifaire à 57,85% pour la gazoline). En outre, la gran-

²² BRH : Note de Politique Monétaire. Décembre 2019

²³ Banque Mondiale: Communiqué de Presse. Washington, 22 Avril 2020.

²⁴ BRH : ibid.

²⁵ Jean, Fritz Alphonse: Haïti: Une économie de violence. Editions Pédagogie Nouvelle. 2019.

²⁶ <https://www.WTO.org>

²⁷ Alpha, Cassion et al : Étude d'Impact APE, UE 2012

de majorité des produits est très faiblement taxée : le tarif est nul pour 67,1% des positions tarifaires et le taux de 5% s'applique à 14,4% des lignes tarifaires. Cette simplification de la structure tarifaire est alors justifiée en particulier par le souci de maîtriser les phénomènes de fraude.

Plusieurs travaux, dont celui de Cécile Couharde (2005)²⁸, viendront confirmer plus tard les conséquences désastreuses de ces mesures sur l'agriculture haïtienne. Deux éléments soulignés par Couharde nous livrent cet éclairage : la baisse de la production agricole occasionnée par la hausse des importations des produits agricoles et l'amenuisement, voir la disparition totale de rentabilité de divers actifs intervenant dans le secteur à cause de la libéralisation. Selon Couharde, ceci est dû essentiellement à l'incapacité de ces actifs à faire face à la nouvelle concurrence et à profiter des nouvelles opportunités, en dépit de l'élimination des taxes à l'exportation²⁹.

Il y a eu quelques modifications des tarifs à travers les lois des finances de 2008-2009 et après, ce qui est inapproprié d'ailleurs, cependant le pays reste l'un de pays les plus ouverts de la Caraïbes.

Perte de savoir-faire.

L'une des conséquences les plus désastreuses de ces politiques d'ouverture est toutefois la perte de savoir-faire. Les jeunes gens des zones agricoles ont pour la plupart émigré. Ils travaillent dans les plantations en République voisine ou se convertissent en travailleurs saisonniers en Amérique du Nord. Ceux qui restent sur place, ne cultivent pas la terre. Une activité peu payante et surtout dévalorisante, selon eux. Certains d'entre eux vendent les propriétés des parents, se procurent une moto et deviennent des chauffeurs de mobylettes taxi. Il y a donc une transmission de connaissances qui n'est pas opérée. Il en résulte un vieillissement de la main d'œuvre agricole, avec de sérieuses implications pour la productivité. 65% des travailleurs agricoles actuellement ont plus de 60 ans.

La République Dominicaine, occupant la partie est de l'île, une économie de 63 milliards de dollars en 2014³⁰, a été plus prudente dans l'adoption des mesures de libéralisation. Si les tarifs douaniers étaient alignés sur les normes de l'OMC, huit produits en faisaient exception; il s'agit du riz, du sucre, morceaux de poulet, porc, maïs, oignons, lait en poudre et ail. Ces produits, selon la Banque mondiale³¹, sont l'objet d'accompagnement des autorités dominicaines, qui permet de soutenir les prix dans le temps. « Les autorités de leur côté ont indiqué que le programme s'inscrivait dans la politique de commercialisation agricole et constituait un service d'appui ayant des effets minimes sur la production et le commerce. Elles ont également indiqué que deux des objectifs visés par le programme consistaient à garantir la constitution de stocks suffisants pour assurer la sécurité alimentaire et favoriser le développement des zones géographiques consacrées aux cultures en question » ». *Et à l'heure d'aujourd'hui, la République dominicaine produit pour sa population*, pour l'exportation, et particulièrement Haïti en matière de produits agroalimentaires.

Une autonomie stratégique.

A la lumière de la reconfiguration du commerce international, Haïti se doit donc de redéfinir ses relations avec le reste du monde. Dans cette redéfinition, les responsables doivent favoriser une harmonisation des politiques fiscales et monétaires qui encouragent et protègent des secteurs de production. Il est utopique de penser qu'une petite économie ouverte³² comme Haïti puisse atteindre l'autosuffisance alimentaire. Il ne faut non plus pas perdre la tête et penser que l'ordre mondial va changer brusquement. Les raisons qui ont conduit les économies des pays occidentaux à la délocalisation persistent. Il s'agissait de produire à partir de main d'œuvre bon marché dans les pays moins avancés, et offrir à leurs consommateurs des biens et services à moindre coût. Il ne faut pas s'attendre à un boulevard ou des petits pays comme Haïti pourront faire à leur guise, en dehors d'une coalition régionale. L'enjeu est de taille, et ne sera pas l'affaire d'amateurs.

Toutefois, le ciblage raisonné de certaines productions et leur transformation (à valeur ajoutée significative) peuvent permettre

²⁸ Couharde, Cécile : Caractéristiques du cadre macroéconomique de la production alimentaire en Haïti et analyse de son impact sur la compétitivité de l'agriculture haïtienne. BID 2005, PAP, Haïti.

²⁹ Voir aussi: Jean Fritz Alphonse: Haïti, la Fin d'Une Histoire Economique, Editions Pédagogie Nouvelle, 2016.

³⁰ BM 2015

³¹ WTO: WT/TPR/S/207 p. 87

³² Le degré d'ouverture sera certes remise en question.

d'aboutir à une autonomie stratégique. On définit cette autonomie stratégique comme cette capacité de production permettant à l'Etat haïtien de répondre à un niveau acceptable de besoins calorifiques de la population³³.

Les défis des structures internes de Gouvernance

Cependant, cette pensée stratégique ne peut se concrétiser à travers un Etat faible, soumis aux influences néfastes des luttes d'intérêt, et surtout, un Etat qui n'a plus le monopole de l'engagement collectif.

Un Etat faible.

La crise provoquée par la COVID19 a dévoilé au grand jour les structures défailtantes du système de santé en Haïti. Seulement 130 lits d'hôpitaux disponibles pour les soins d'urgence. Une recherche menée par REACH³⁴ en 2017-18 révèle que 80% des cas d'urgence sont traités dans des installations hospitalières ne détenant pas des unités de soins intensifs. Seulement 62 patients peuvent avoir accès à des respirateurs artificiels et 6 en dehors de ces unités. Ceci traduit l'impréparation du système de santé haïtien à faire face au défi de la COVID19. L'état général du système de santé en Haïti caractérise sa défailtance au regard de la mortalité maternelle de 59 pour 1000 selon l'EMMUS VI, et de la mortalité infantile³⁵. Ceci n'est pas surprenant lorsque l'on considère les conditions sanitaires des ménages en Haïti. 69% des ménages utilisent une installation sanitaire non améliorée dans le pays, et 3 millions d'haïtiens défèquent à l'air libre.

Un Etat soumis aux influences néfastes des luttes d'influence.

La répartition du budget 2017-2018 nous éclaire sur l'incapacité de cet Etat à fixer ses priorités par rapport au Bien-Etre collectif : 6 milliards de gourdes pour le Ministère de la Santé et 7.2 milliards de gourdes pour le Parlement.

Durant l'exercice fiscal 2017-18, l'Etat haïtien accorde des franchises de l'ordre de 20 milliards de gourdes, tandis que les 5 années précédentes, les franchises oscillaient entre 5 et 6 milliards de gourdes³⁶.

Les pertes fiscales dues à la contrebande au niveau de la frontière sont évaluées à 184 millions de dollars par l'ADIH³⁷. Le double de ces pertes est observé au niveau des douanes des grandes villes ouvertes au commerce extérieur³⁸.

Selon la Banque Mondiale³⁹, 70% des produits importés le sont pour des marchés hautement ou modérément concentrés. Ceci expose l'économie à un risque potentiel de comportement abusif des entreprises. D'autre part, les privilèges de taxation accordés à certains importateurs constituent une barrière à l'entrée qui pénalisent les consommateurs, les entreprises non privilégiées, l'Etat, et in fine le marché.

Il en ressort une concentration des richesses, l'éviction d'entreprises existantes, la barrière à l'entrée pour des jeunes entrepreneurs avec des idées innovantes, et en bout de ligne l'amenuisement sinon l'effacement d'une classe intermédiaire dans le pays. Il en résulte une paupérisation généralisée de la population.

Un Etat qui n'a plus le monopole de l'engagement collectif.

En raison de ces faiblesses institutionnelles, l'Etat haïtien est incapable de se doter des ressources nécessaires pour répondre à ces missions régaliennes de fourniture de services de santé, d'éducation, de construction et d'entretien d'infrastructures. De plus, compte tenu de la détérioration du taux de change, même avec une augmentation nominale des recettes totales de 37 milliards de gourdes à 38 milliards de gourdes, entre 2015-2016 et 2018-2019, exprimée en dollars américains, cette hausse se traduit plutôt en

³³ Un homme actif a besoin de 2600 calories par jour. Une femme active en a besoin 2250 calories.

³⁴ Research and education consortium for acute care in Haiti : ncbi.nlm.nih.gov

³⁵ 59 enfants sur mille meurent avant d'atteindre leur premier anniversaire. EMMUS VI

³⁶ Le Nouvelliste 27 novembre 2018.

³⁷ ADIH: Atelier de travail de l'ADIH. Le Nouvelliste 4 avril 2018.

³⁸ Jean, Fritz Alphonse: Haïti, une Economie de Violence. Ibid

³⁹ Banque Mondiale: Toward a new narrative. 2015

une baisse des recettes de l'ordre de 164 millions de dollars américains pour cette période.

Totalement démuni, cet Etat est incapable de fournir à la population les services de santé, d'éducation, de justice et de sécurité. Une vague de suspicions accompagne tous ses actes et décrédibilise ses dispositions les plus nobles. Le messenger dénature les messages. En finance et en économie, la confiance est un actif incontournable dans la conduite des transactions au quotidien ou la mise en place des politiques publiques. En son absence, l'Etat perd le monopole de l'engagement collectif.

Comment toutefois profiter de cette crise et faire un saut vers un autre équilibre avec les fenêtres d'opportunités qu'offre ce tournant historique porteur de changements fondamentaux dans les relations économiques internationales ?

L'économie Haïtienne de l'après COVID19.

Cette crise du COVID19 doit permettre de construire une économie plus solidaire : Cette structuration économique qui favorisera l'émergence de larges couches intermédiaires, un système de sécurité sociale pour la majorité de la population, des infrastructures sanitaires et éducationnelles en adéquation avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La stratégie pour cette économie de prospérité partagée.

L'élément fondamental qu'il faut établir c'est l'acceptation sans détour des faits stylisés de la structuration économique qui entretient ce cercle vicieux de pauvreté et de violence.

- Il nous faut casser cette relation incestueuse entre l'Etat et des groupes d'intérêt du secteur des affaires, de la société civile, et d'un parlement totalement dénaturé.
- S'assurer de l'implication d'une société civile plus forte et plus organisée dans la veille de la conduite de la chose publique. Et non une société civile peureuse et accommodante des mauvaises pratiques d'un Etat décrédibilisé.
- Redéfinir à l'intérieur de la CARICOM d'autres dispositions de commerce international qui permettront aux pays de la région d'atteindre cette autonomie stratégique.
- L'état va devoir s'efforcer à développer de nouveaux mécanismes adaptés à chaque secteur face à ce nouveau paradigme qui sera dicté par la structuration du nouveau marché.

Les dispositions de cette stratégie.

Il faut une législation sur le droit à l'information, inclus les statistiques et données diverses, et les contrats.

Une gouvernance Transparente qui permettra de restaurer la confiance dans la conduite des affaires de l'Etat. La E gouvernance tant prônée par des groupes de professionnels facilitera la nouvelle manière de conduire les affaires de l'Etat.

S'assurer de l'harmonisation des Politiques monétaire et fiscale. La politique monétaire de promotion et de création des petites et moyennes entreprises, ou de renforcement de la production agricole ne peut s'accommoder d'une politique fiscale qui encourage la pénétration sur le marché de produits concurrentiels subventionnés.

Le niveau d'exclusion financière en Haïti est un obstacle au développement des entreprises. Les résultats des enquêtes sur la capacité et inclusion financière en Haïti conduites par la Banque Mondiale, sur demande de la Banque de la République d'Haïti, constituent un excellent diagnostic permettant d'élaborer des politiques d'inclusion réelle de la population au système financier.

Cette démarche doit se tenir à l'intérieur d'une vision partagée du Bien Commun: notre rêve haïtien.

Les Moyens de cette Politique

Au niveau national

1. *Financement du déficit.* Comme stipulé dans la lettre de cadrage pour le budget⁴⁰, le financement monétaire du déficit atteint déjà 21 milliards de gourdes pour les 5 premiers mois de l'exercice. Il reste entendu que l'on fait référence au financement base caisse, c'est-à-dire les obligations de l'Etat présentées et honorées au guichet de la BRH. Les engagements non honorés restent encore pendants et viendront gonfler le financement. Cependant, l'INHOPP croit que dans les circonstances actuelles, on n'a pas le choix.

⁴⁰ Primature: Lettre de cadrage du projet de budget 2019-20

Il faudra quand même recourir à plus de financement pour faire face aux exigences de la crise, pour ne pas risquer un éclatement social encore plus sévère que ceux vécus lors des périodes de « Peyi Lock ». Il revient à mettre en place les mécanismes appropriés pour une utilisation efficiente et efficace des fonds, et faire la promotion des groupes de pression de la société civile.

2. *Les institutions autonomes.* En attendant la budgétisation effective des opérations de ces entreprises, il revient aux groupes de pression de la société civile d'exiger de l'exécutif la transparence des opérations de ces entreprises. Comme tel, les responsables de politique publique pourront étayer clairement les besoins d'investissement pour leur fonctionnement (les investissements au niveau de L'AAN sont cruciaux si l'on veut rester sur la carte internationale). Et par voie de conséquence, les responsables pourront éventuellement dégager des ressources dans le cadre de leur programme de redressement économique. D'où la nécessité de la législation sur le droit à l'information.

3. *Les douanes, les franchises, les privilèges.* Des institutions nationales⁴¹, et des institutions internationales⁴², font état des pertes de plus de 500 millions enregistrés chaque année à cause de la contrebande au niveau des douanes, des franchises et des privilèges accordés à des groupes d'intérêt. Il s'agit pour les groupes de pression de la société civile de forcer les responsables de l'Etat haïtien à mettre en place les mécanismes lui permettant de s'affranchir de ces contraintes.

Au niveau international

1. Les projets existants au niveau de la Banque Mondiale et de la BID sont estimés à plus de 2 milliards de dollars. L'Etat haïtien doit avoir cette capacité de renégocier l'allocation de ces projets en rapport aux objectifs définis dans son plan de relance économique.

2. Les institutions⁴³ internationales font état de milliards de dollars disponibles pour venir en support aux programmes des pays en développement. Haïti doit se positionner avec des équipes rodées pour bénéficier des ressources nécessaires à son programme de relance.

3. Le fonds monétaire International a déjà octroyé 111.6 millions à Haïti. Le FMI annule des annuités de 4 millions de dollars pour Haïti. La USAID annonce un don de 13.2 millions de dollars.

4. Penser à permettre l'émergence de nouvelles industries pour répondre aux besoins des contingences telles le COVID 19 pour les pays comme les USA qui aimeraient s'appuyer sur une capacité régionale au lieu de la Chine ou de l'Asie tout en maintenant la compétitivité prix.

⁴¹ ADIH, INHOPP

⁴² Banque Mondiale, FMI.

⁴³ BM= 168 milliards. BCD = 125 million FMI= 50 milliards

	Institutions	Actions
E-Gouvernance	MEF, Plan, OMRH	Mise en place des outils et pratiques de e-gouvernance pour la productivité et la transparence
Harmonisation Politique Monétaire et Fiscale	BRH et MEF CARICOM OMC IMF BM	1. Au niveau local. Mise en place du Groupe de travail d'harmonisation des politiques. 2. Au niveau des organisations internationales. Révision des dispositions
Financement de l'économie	BRH, MEF et Institutions financières	1. Posture pro-investissement de la politique monétaire 2. Capitalisation et dynamisation des institutions publiques de financement (BNC, FDI, BPH)
Commerce extérieur	MEF, MCI	Définition d'une Politique commerciale, protection des secteurs/produits stratégiques
Secteur Privé et société civile forte et organisée.	MEF, BRH, Groupe de transition économique	Révision des dispositions fiscales pour affranchir les groupes économiques de l'état de l'Etat. Et vice versa
Budget	MEF, BRH	Groupe de transition économique. Budgétisation des entreprises autonomes. Redéfinir le rôle de la loterie de l'Etat Haïtien. Révision des 1.50\$ envoyés par la diaspora. Outils innovant de mobilisation de ressources pour le financement des investissements publics Redéfinition des rapports et des stratégies avec les bailleurs

Ce document de L'INHOPP a été préparé par

Fritz Alphonse Jean

Fred Denis

Joanas Gué

Commenté par :

Etzer Emile

Henry Cassion